

KARL MARX

---

---

ADRESSE INAUGURALE  
DE L'ASSOCIATION  
INTERNATIONALE  
DES TRAVAILLEURS

---

---

suivie du Préambule et des  
Statuts de l'Association  
et précédée d'une Notice  
d'AMÉDÉE DUNOIS

---

---

PARIS  
LIBRAIRIE DE L'HUMANITÉ  
142, Rue Montmartre, 142

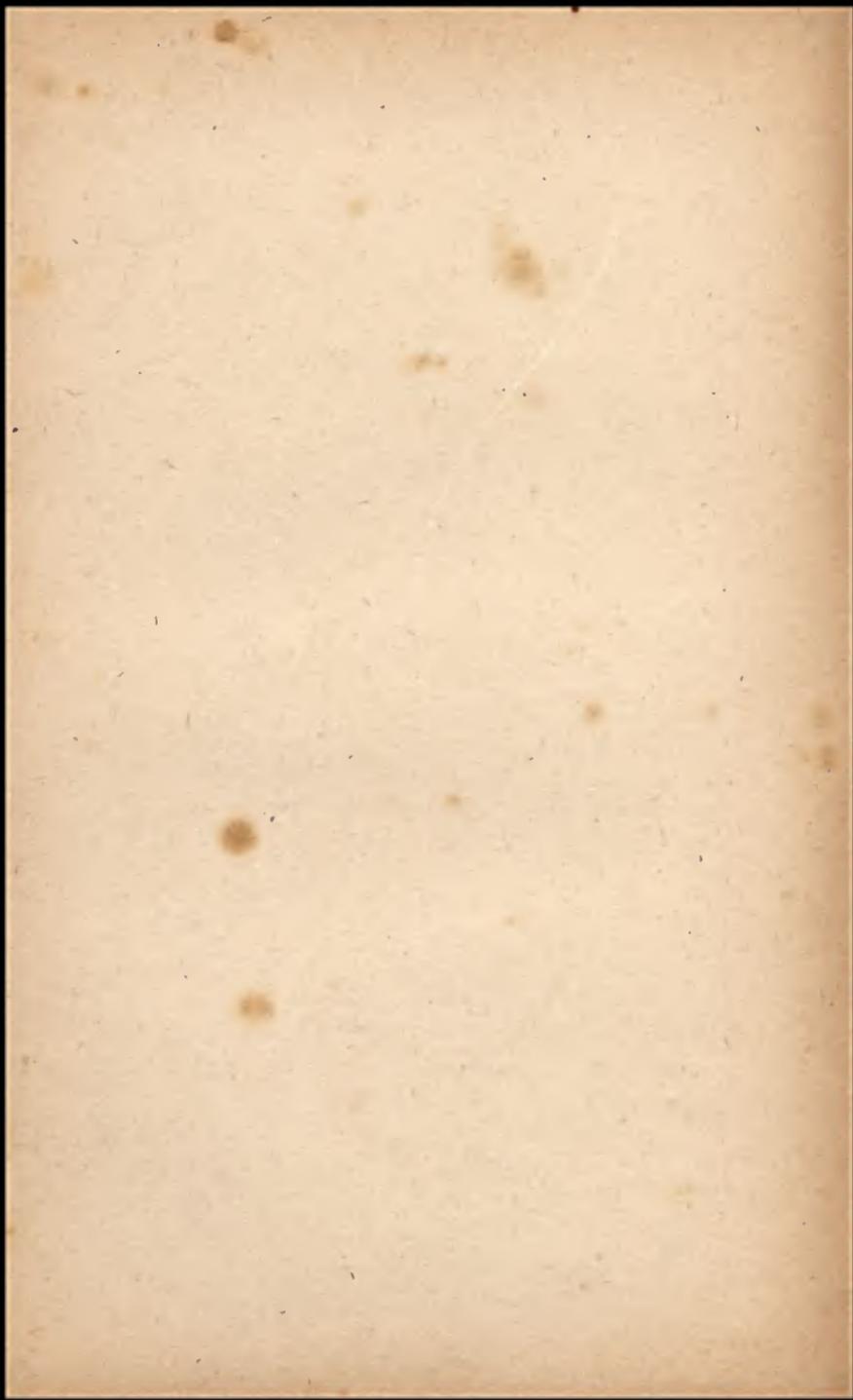
1921

Prix : 1 fr



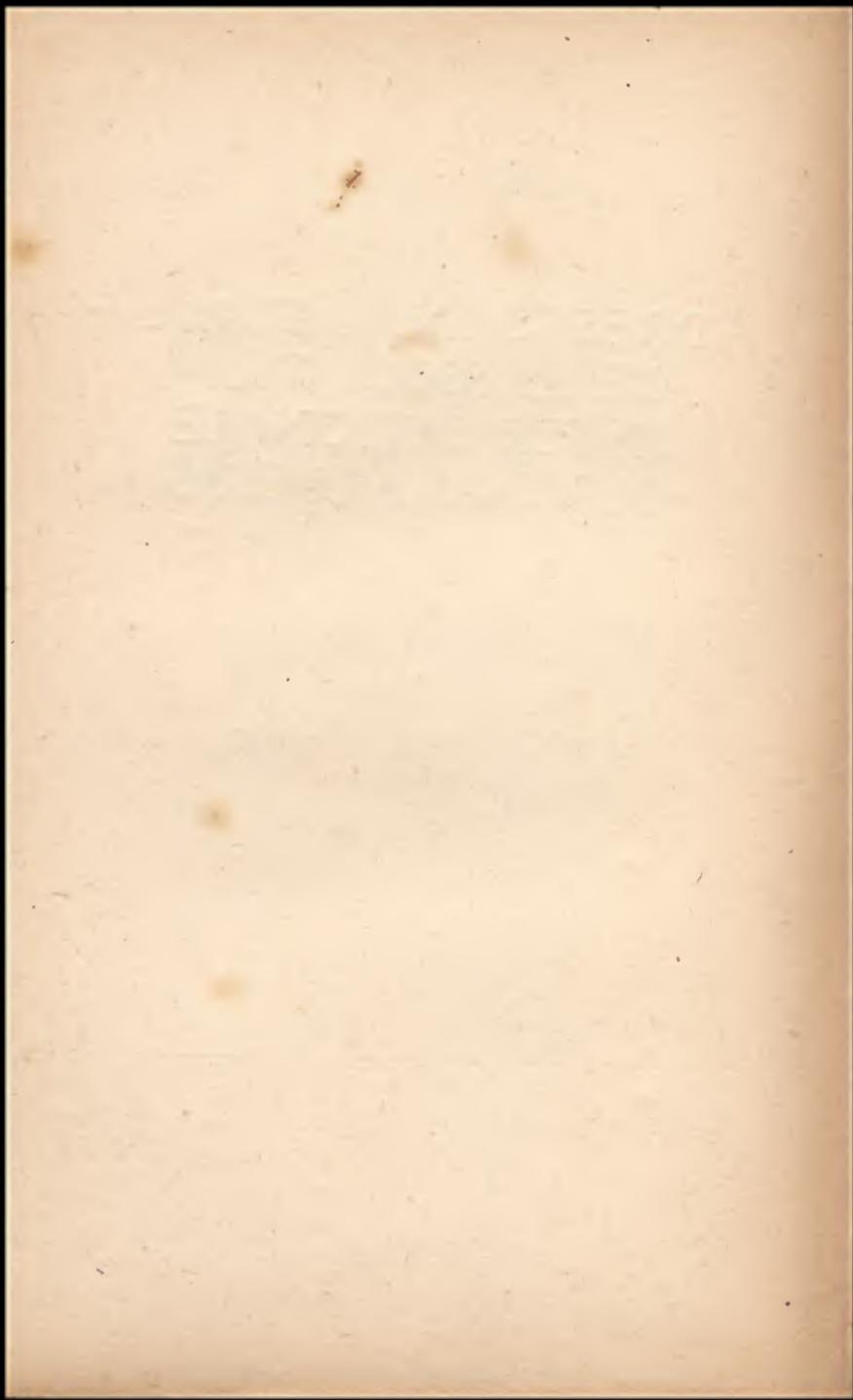






ADRESSE INAUGURALE  
DE L'ASSOCIATION  
INTERNATIONALE  
DES TRAVAILLEURS





KARL MARX

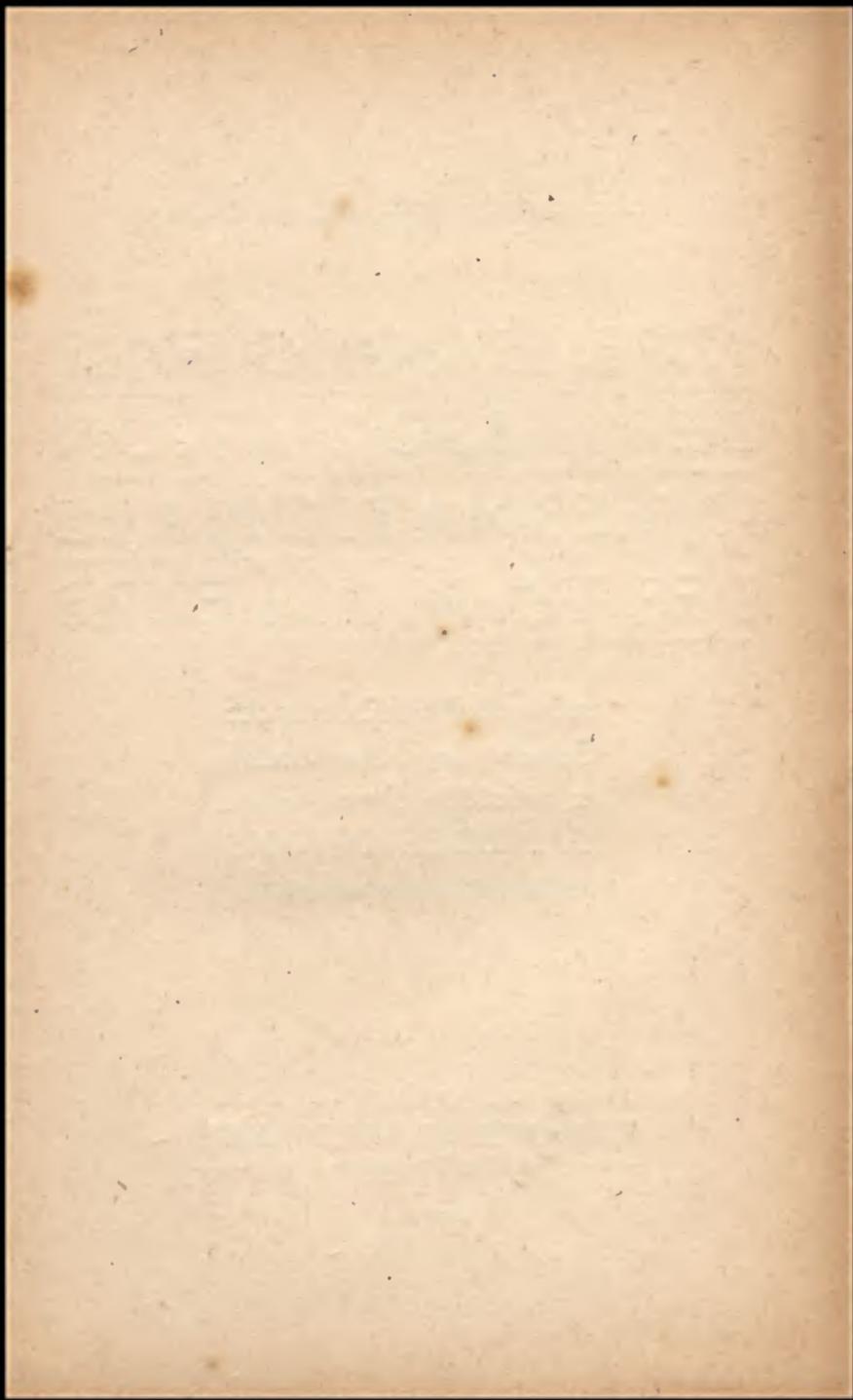
ADRESSE INAUGURALE  
DE L'ASSOCIATION  
INTERNATIONALE  
DES TRAVAILLEURS

suivie du Préambule et des  
Statuts de l'Association  
et précédée d'une Notice  
d'AMÉDÉE DUNOIS

PARIS  
LIBRAIRIE DE L'HUMANITÉ  
142, Rue Montmartre, 142

1921





## NOTICE

---

Le 28 septembre 1864, eut lieu à Londres, sous la présidence du professeur Edward Spencer Beesly (l'un des principaux représentants du positivisme en Angleterre), un grand meeting international en l'honneur de la Pologne ou, plus exactement, de l'insurrection polonaise que, par le fer et par le feu, le tsarisme venait de réduire à merci.

Des démocrates et des socialistes de tous les pays assistaient à cette manifestation solennelle, à laquelle les ouvriers parisiens avaient envoyé une délégation composée du ciseleur Tolain, futur sénateur de la République, du monteur en bronze Perrachon et du passementier Limousin, signataires tous trois du récent Manifeste des Soixante.

Notons que ce n'était point la première fois que des prolétaires français franchissaient ainsi le détroit : deux ans plus tôt (1862), une nombreuse délégation élue dans les ateliers de Paris s'était rendue, aux frais du gouvernement impérial, à l'exposition universelle de Londres et elle avait mis ce voyage à profit pour entrer en contact avec les trade-unionistes anglais. Dans une assemblée tenue le 5 août à la Taverne des Francs-Maçons, on avait échangé des toasts, et tandis que les Anglais formulaient l'espérance qu'on trouverait « quelque moyen



international de communication et que chaque jour verrait se former un nouvel anneau de la chaîne d'amitié qui doit unir les travailleurs de tous les pays », les Parisiens, dans leur réponse, émettaient l'idée « que des comités ouvriers fussent établis pour l'échange de correspondances sur les questions internationales d'industrie. » Rien d'immédiat n'était sorti, il est vrai, de cette première entrevue, mais le courant était établi.

L'année d'après (1863), à deux reprises, les Parisiens retournèrent à Londres pour y assister à des meetings en faveur de la Pologne, alors en pleine insurrection; on y parla de la paix universelle et, derechef, de la nécessité pour les travailleurs de s'unir par-dessus les frontières. L'heure approchait où l'appel du *Manifeste Communiste* : « Proletaires de tous les pays, unissez-vous ! » allait enfin susciter des actes : elle sonna le 28 septembre 1864.

Une foule vibrante, enthousiaste, emplissait, ce jour-là, Saint-Martin's Hall; tous sentaient que quelque chose de grand allait se passer.

Karl Marx, que les organisateurs du meeting (le cordonnier Odger et le maçon Cremer) avaient invité spécialement, était là « comme personnage muet sur l'estrade. » — « Je savais, dit une lettre de lui à Engels, que, tant du côté londonien que du côté parisien, c'étaient cette fois des « puissances » réelles qui entraient en scène; c'est pour cela que je m'étais décidé à me départir de ma règle habituelle de refuser les invitations de ce genre. » — Marx ne se trompait pas; c'était bien en effet le prolétariat



lui-même qui entrait en scène, au nom d'un programme d'internationalisme ouvrier, qui ne ressemblait qu'assez peu aux vieilles déclamations sur la fraternité universelle.

\*  
\*\*

La séance, qui devait se terminer au chant de la *Marseillaise* entonnée à la fois en français, en anglais et en allemand, commença par l'audition d'un chœur d'ouvriers allemands. Après un discours du président Beesly « rempli de sympathie pour les peuples opprimés », on entendit la lecture d'une adresse des Anglais aux Français, puis la réponse des Français, lue « avec un vrai *chic* » par Tolain et traduite par Le Lubez. (1) Parlèrent ensuite Wheeler, au nom du comité organisateur, Dell, Eccarius (2), le major Wolff, le réfugié français Bocquet. Les orateurs ne se bornèrent pas à glorifier la Pologne martyre; ils dénoncèrent avec vigueur le despotisme brutal que la réaction, partout victorieuse, faisait peser sur l'Europe; ils dirent quelle aggravation de souffrance ce régime de compression policière imposait à la classe la plus faible et la plus opprimée, le prolétariat ouvrier :

---

(1) Lettre de Le Lubez à H. Lefort, 29 septembre 1864 (dans *le Parti républicain sous le Second Empire*, de I. Tchernoff, p. 448-450).

(2) Le tailleur George Eccarius avait été désigné par Marx pour parler au nom des ouvriers allemands; il résidait à Londres depuis 1847.



— « Les Polonais souffrent, s'écria l'un des orateurs. Mais il y a de par le monde une grande nation plus opprimée, plus foulée encore : c'est le prolétariat !

« Que de cette réunion sorte le premier cri de délivrance, et que ce cri retentisse partout où l'on meurt de fatigue et de privation; partout où l'on est spolié; partout où l'on végète dans l'ignorance et dans la misère; partout où les forces physiques sont atrophiées; partout où les facultés intellectuelles sont étouffées; partout où l'on gémit; partout où l'on souffre; partout où l'on a soif de justice » (1).

L'adresse lue par Telain au nom des Français proclamait une fois de plus la nécessité d'une entente internationale des travailleurs. Au nom du comité organisateur, Wheeler répondit par une proposition ferme, dont voici le texte :

Le meeting ayant entendu les réponses de nos frères français, nous proclamons encore leur bienvenue et, comme leur programme est de nature à améliorer la condition des travailleurs, nous l'acceptons comme base d'une organisation internationale. Le meeting nomme un comité, avec pouvoir de s'adjoindre de nouveaux membres, afin de rédiger des règlements pour cette association.

La proposition fut adoptée d'enthousiasme et, séance tenante, un comité de vingt membres fut chargé de jeter les bases de l'association, d'en rédiger les règlements et de préparer pour l'année suivante un premier congrès constituant. Dans ce comité, Odger, Cremer, Wheeler, Lucraft, John Weston,

---

(1) Benoît Malon, qui cite ces paroles dans une brochure devenue introuvable (*L'Internationale, son histoire et ses principes*, Lyon (1872), n'en indique pas l'auteur : ce pourrait être le jeune professeur Le Lubez.

Howell, Osborne représentaient l'Angleterre ; Le Lubez, Denoual, Bocquet (tous les trois réfugiés politiques), la France ; Fontana et le major polonais Wolff, l'Italie ; Eccarius et le D<sup>r</sup> Karl Marx (membres tous les deux du cercle ouvrier communiste de Londres) représentaient l'Allemagne.

En sa première séance, le Comité forma un sous-comité (*sub-committee*) chargé de rédiger pour l'*Association internationale des Travailleurs* (1) — c'est le nom qui, dès l'abord, fut choisi — une déclaration de principe et des statuts. Faisaient partie de ce sous-comité : Karl Marx, le major Wolff (que suppléa par la suite Fontana), Le Lubez, Cremer et Weston. Mais Marx, souffrant, ne put assister aux deux premières séances du sous-comité, non plus qu'à la première séance plénière du Comité. C'est donc en son absence que Le Lubez et le major Wolff firent approuver par le sous-comité, l'un, une déclaration de principe, l'autre, un projet de règlement qui démontraient combien leurs auteurs, démocrates avant tout, étaient étrangers aux préoccupations du socialisme, tel que l'entendait Karl Marx, et aux réalités du mouvement ouvrier.

Toutefois, Marx veillait. Le 18 octobre, à la troisième séance plénière du Comité, il était présent, bien résolu à ne rien négliger pour que son point de vue prévalut. Ce qui se passa au cours de cette séance, une lettre de lui, adressée à Engels va nous le dire :

---

(1) En anglais : *International Working Men's Association*.



« Eccarius m'ayant écrit qu'il y avait péril en la demeure, je vins, et je fus vraiment effrayé en entendant le brave Le Lubez lire un préambule d'une pliraséologie effrayante, mal écrit et tout à fait eufantin... En outre les statuts italiens (1) avaient été conservés dans leurs traits essentiels, et ces statuts, indépendamment de leurs autres défauts, instituaient quelque chose de tout à fait inadmissible : une sorte de gouvernement central (avec Mazzini dans la coulisse, naturellement) des classes ouvrières d'Europe. Je fis quelques observations sans rien brusquer et, après de longues discussions, Eccarius fit décider que le sous-comité aurait à examiner de nouveau la chose « pour rédaction » ; toutefois, les *sentiments* contenus dans la déclaration de Le Lubez furent votés.

Il s'agissait dès lors, pour Marx, de faire écarter et le verbiage de Le Lubez et les statuts du major Wolff. Il était fermement décidé « à ne pas laisser subsister une seule ligne, si possible, de tout leur fatras. » Comment s'y prit-il ?

Le 20 octobre, le sous-comité, à l'exception de Weston empêché, se réunit chez Marx. Celui-ci propose qu'on commence par les statuts. Adopté. Mais à une heure du matin, on n'est parvenu à mettre debout que le premier article. Force est donc de s'ajourner à huitaine, et les papiers de Le Lubez et de Wolff sont confiés à Marx, à charge d'examen et de remaniement. Il se met aussitôt à l'œuvre :

Je vis qu'il était impossible de tirer quelque chose de ce galimatias. Pour justifier la très singulière manière dont je me proposais de « rédiger » les *sentiments* déjà

---

(1) Les statuts proposés par Wolff (major polonais et disciple de Mazzini) étaient inspirés de ceux des sociétés ouvrières italiennes (mazziniennes).

votés, j'écrivis une *Adresse aux classes ouvrières* (dont il n'était pas question dans le plan primitif), une sorte de revue des faits et gestes des classes ouvrières depuis 1845; puis, sous prétexte que tous les faits historiques étaient contenus dans cette Adresse et que nous ne pouvions répéter trois fois les mêmes choses, je changeai tout le Préambule, je déchirai la Déclaration de principes et enfin je réduisis à dix les quarante articles des statuts. Là où il est question, dans l'Adresse, de la politique internationale, je parle de « pays » et non de « nationalités » et je dénonce la Russie, et non les *minores gentium*.

Le 27 octobre, quatrième séance du sous-comité. Marx ne rencontre pas de résistance tant la supériorité de ses propositions a d'évidence. On lui impose seulement d'introduire, dans le préambule des statuts, deux courtes phrases sur la Vérité, la Justice, la Morale, sur les devoirs et sur les droits; mais il les y intercale de telle sorte « que cela ne pourra pas faire de mal. » (1).

Le 1<sup>er</sup> novembre enfin eut lieu la quatrième séance plénière du Comité. Marx y donna lecture de l'adresse, du préambule et des statuts. Le tout fut adopté « avec un grand enthousiasme et à l'unanimité. »

---

(1) Ces deux phrases, d'un marxisme évidemment douteux, sont les suivantes : « Nous soussignés... déclarons que cette association internationale, ainsi que toutes les Sociétés ou individus y adhérant, reconnaîtront comme devant être la base de leur conduite envers tous les hommes : la Vérité, la Justice la Morale, sans distinction de couleur, de croyance ou de nationalité.

« Ils considèrent comme un devoir de réclamer non seulement pour eux-mêmes, les droits d'homme et de citoyen, mais encore pour quiconque accomplit ses devoirs. Pas de devoirs sans droits, pas de droits sans devoirs, »



Marx pouvait être content de son ouvrage; il était parvenu à faire prévaloir son point de vue — le point de vue du socialisme moderne — sur celui des démocrates sentimentaux, des petits bourgeois radicaux, héritiers impuissants d'une tradition épuisée.

« C'était donc très difficile, écrivait-il trois jours après, que d'arriver à présenter notre point de vue sous une forme qui le rendit acceptable dans la phase où se trouve actuellement le mouvement ouvrier. Représente-toi bien que ces mêmes gens vont aller faire, dans quinze jours, des meetings pour le suffrage universel avec Bright et Cobden ! Il faudra du temps avant que le réveil du mouvement permette l'ancienne franchise de langage. Pour le moment il faut agir *fortiter in re, suaviter in modo* (1). »

\*  
\*\*

Telle est en raccourci l'histoire, non seulement de l'Adresse inaugurale dont nous réimprimons aujourd'hui la traduction française, mais encore du Préambule et des Statuts que nous croyons devoir reproduire en appendice.

(1) « Avec fermeté dans le fond, modération dans la forme. »

Engels expliquera plus tard (préface de 1890 au *Manifeste communiste*) que l'Internationale ne pouvait prendre pour point de départ les principes mêmes du *Manifeste* : « Il lui fallait un programme qui n'exclut ni les trade-unions anglaises, ni les proudhoniens français, belges, italiens, espagnols, ni les lassalliens allemands. Le programme présenté dans le préambule qui précède les statuts de l'Internationale fut rédigé par Marx avec une maîtrise reconnue même de Bakounine et des anarchistes. Le triomphe final des propositions émises dans le *Manifeste*, Marx ne l'a jamais attendu que du seul développement intellectuel de la classe ouvrière, qui devait amener l'action commune et la discussion en commun... Marx eut raison de penser ainsi. »



Rédigés, comme on vient de le voir, entre le 21 et le 27 octobre 1864, l'Adresse, le Préambule et les Statuts formèrent la teneur d'une brochure qui parut en novembre-décembre de la même année : *Address and Provisional Rules of the International Working Men's Association*.

Préambule et Statuts (*Provisional Rules*) furent immédiatement traduits en français « par un ami sûr » dont nous ignorons le nom, et le 8 janvier 1865, les deux premiers exemplaires de cette traduction (une simple feuille imprimée de 3 pages in-8°) furent envoyés sous pli, l'un au préfet de police de la Seine, l'autre au ministère de l'Intérieur.

Quant à l'*Address*, c'est seulement en 1866, un peu avant le Congrès de Genève, que Charles Longuet la traduisit en français et la publia en brochure à Bruxelles, sous ce titre : *Manifeste de l'Association Internationale des Travailleurs, suivi du Règlement provisoire*. (1).

---

(1) Bruxelles, Alliance typographique, M.-J. Poot et C<sup>ie</sup>, rue aux Choux, 33-1°, 20 pages in-32, prix : 10 centimes. La traduction que donne Longuet, du Préambule et des Statuts, est un peu différente de celle publiée à Paris en janvier 1865; elle est d'ailleurs plus exacte.

La brochure contient en outre la liste des questions inscrites à l'ordre du jour du Congrès de Genève, liste suivie de cette indication pratique : « Pour toutes les correspondances et renseignements, s'adresser à Monsieur Dupont, ouvrier en instruments de musique, Londres, Great Newport street, 11, Leicester square. » (Il s'agit d'Eugène Dupont, ouvrier parisien qui, s'étant rendu à Londres, avec les délégations ouvrières de 1862, s'y était fixé. Il présida en 1867 le congrès de Lausanne. Marx appréciait beaucoup sa vive intelligence).



L'Adresse inaugurale était depuis longtemps devenue introuvable quand elle fut réimprimée, non sans coquilles, dans le *Mouvement Socialiste*, il y aura bientôt vingt ans (1). Nous en avons collationné soigneusement le texte avec celui de la brochure originale conservée au Musée Social.

Comme le Préambule et comme les Statuts, l'Adresse est un document historique d'une valeur inappréciable, que les militants communistes d'aujourd'hui étudieront avec profit. Marx y a brossé largement un saisissant tableau de la situation du prolétariat, et surtout du prolétariat anglais, entre 1848 et 1864; situation misérable qu'accusent officiellement les enquêtes et les statistiques industrielles et que l'enrichissement sans cesse croissant des « seigneurs de la terre et des seigneurs du capital » rendait plus irritante et plus intolérable. Cette situation d'ailleurs n'était en rien particulière à l'Angleterre; elle était générale dans le monde; elle résultait partout des conditions fondamentales d'un régime de production et de propriété qui, par les crises périodiques qu'il engendre, creuse « nécessairement » un abîme de plus en plus profond entre les classes.

Est-ce à dire pourtant que la période considérée n'ait été pour la classe ouvrière qu'une sorte de longue nuit pesante et sinistre ? Non, la loi des 10 heures en Angleterre (1847) et le mouvement coopé-

---

(1) *Mouvement Socialiste*, n° 84 et 85 (22 et 29 mars 1902).



ratif un peu partout jettent sur cette noire période l'éclat d'un rayon d'espérance. Et Marx de montrer avec force que la loi de 10 heures et les premiers essais de travail coopératif ont marqué un triomphe de l'économie politique du travail, qui aspire à une « production sociale contrôlée et régie par la prévoyance » sur l'économie politique du capital, consistant tout entière dans la loi aveugle de l'offre et de la demande.

Mais, ni la législation ouvrière ni la coopération ne sauraient affranchir la classe ouvrière, tant que le pouvoir politique restera dans les mains des maîtres de la terre et des maîtres de l'argent. Conquérir le pouvoir politique, devient donc, pour cette raison, « *le premier devoir de la classe ouvrière.* »

La classe ouvrière a le nombre pour elle. Mais, que peut le nombre sans le savoir et sans l'union ? L'union surtout est nécessaire, et, pour être efficace, elle doit s'étendre aux ouvriers de tous les pays; telle est l'obligation dont est sortie l'Association Internationale des Travailleurs.

Celle-ci ne servira pas seulement la cause de l'émancipation du travail; elle servira aussi la paix. Encore faut-il que les travailleurs s'initient « aux mystères de la politique internationale » et surveillent, pour « la combattre, au besoin par tous les moyens en leur pouvoir », l'action diplomatique de leurs gouvernements respectifs. Car, de même qu'il y a une économie politique du travail, il doit y avoir aussi une politique étrangère propre aux travailleurs. Et Marx, en terminant, reprend au *Mani-*



*feste communiste* le cri fameux, inoubliable, le cri qu'on ne peut entendre sans tressaillir et qui — comme *Aimez-vous les uns les autres !* — traversera les siècles en suscitant des révolutions : « *Protétaires de tous les pays, unissez-vous !* »

Est-ce qu'un tel document si plein de choses et d'idées, si véritablement « inaugural » et prophétique, ne vaut pas d'échapper à l'oubli ? Ne mérite-t-il pas de devenir classique ?

AMÉDÉE DUNOIS.



# ADRESSE INAUGURALE

DE

l'Association internationale des Travailleurs <sup>(1)</sup>

Ouvriers,

C'est un fait très remarquable que la misère des masses travailleuses n'a pas diminué de 1848 à 1864, et pourtant cette période défie toute comparaison pour le développement de l'industrie et l'accroissement du commerce. En 1850, un organe modéré de la bourgeoisie anglaise, (2) très bien

---

(1) Le traducteur de 1866 (il n'a pas signé, mais il est connu : c'est Charles Longuet, alors réfugié en Belgique, où il avait transporté son journal *la Rive Gauche*), a placé ici cette note : « Ce manifeste, dû à la plume d'un socialiste allemand éminent, membre du Conseil central de Londres, a été publié en anglais, il y a dix-huit mois, à la suite du meeting où a été fondée l'*Association internationale*. Nous avons pensé que nos lecteurs seraient heureux de le connaître ».

(2) Le manifeste dit : *middle class*, littéralement : classe moyenne. Mais cette expression, dans la plupart des pays du continent, n'a pas le même sens qu'en Angleterre. En France, l'ouvrier affranchi du salariat, celui qui travaille à son compte, appartient comme le bouquier à la classe moyenne.

La classe moyenne, en Angleterre, c'est plutôt la bourgeoisie capitaliste ou rentière qui, dans les pays où n'existe plus l'aristocratie héréditaire et privilégiée, est devenue la classe supérieure. (*N. du trad.*)



informé d'ordinaire, prédisait que si l'exportation et l'importation de l'Angleterre s'élevait de 50 0/0, le paupérisme tomberait à zéro. Hélas ! le 7 avril 1864, le chancelier de l'Échiquier charma son auditoire parlementaire en lui annonçant que le commerce anglais d'importation et d'exportation était monté en 1863 « à 443.955.000 livres sterling (11.098.875.000 francs), somme étonnante qui surpasse presque des deux tiers le commerce de l'époque relativement récente de 1843 ». Mais en même temps il parlait éloquentement de la « misère ». « Songez, s'écria-t-il, à ceux qui vivent sur le bord de cette horrible région. » Avec non moins d'éloquence, il parlait des salaires qui n'augmentaient point, de la vie humaine « qui, dans neuf cas sur dix, n'est qu'une lutte pour l'existence ».

Encore ne disait-il rien des Irlandais que remplaçaient graduellement les machines dans le Nord, les troupeaux de moutons dans le Sud, quoique les moutons eux-mêmes diminuent dans ce malheureux pays, moins rapidement il est vrai, que les hommes. Il ne répétait pas ce que venaient de dévoiler, dans un accès soudain de terreur, les représentants les plus élevés des « dix mille supérieurs » (1).

(1) *The upper ten thousand*. Cette expression toute anglaise s'emploie très fréquemment et s'applique tout naturellement à la classe aristocratique. (N. du trad.).



Lorsque la panique des garroteurs atteignit un certain degré, la Chambre des Lords fit faire une enquête et un rapport sur la transportation et la servitude pénales. Le meurtre fit ainsi son apparition et tint sa place dans le volumineux Livre bleu de 1863, et il fut alors prouvé, par faits et chiffres officiels, que les pires des criminels condamnés, les forçats de l'Angleterre et de l'Ecosse travaillaient beaucoup moins et étaient beaucoup mieux nourris que les travailleurs agricoles des mêmes pays.

Mais ce n'est pas tout.

Quand la guerre d'Amérique eût jeté sur le pavé les ouvriers des comtés de Laneaster et de Chester, la même Chambre des Lords envoya un médecin dans les provinces manufacturières, en le chargeant de rechercher la quantité minimum de carbone et d'azote, administrable sous la forme la plus simple et la moins chère, qui put suffire en moyenne « à prévenir la mort d'inanition ». Le docteur Smith, le médecin délégué, trouva que 28.000 grains de carbone et 1.330 grains d'azote par semaine étaient nécessaires, en moyenne, à un adulte, rien que pour le garantir de la mort d'inanition, et de plus, il trouva que cette quantité n'était pas fort éloignée de la maigre nourriture à laquelle l'extrême détresse venait de réduire les ouvriers cotonniers.



Mais, écoutez encore. Le même savant médecin fut, un peu plus tard, délégué de nouveau par le département médical du Conseil privé, afin d'examiner la nourriture des classes travailleuses les plus pauvres. Le sixième *Rapport sur l'état de la santé publique*, publié par l'ordre du Parlement, dans le courant de cette année (1864), contient le résultat de ses recherches. Qu'a découvert le docteur ? Que les tisseurs en soie, les couturières, les gantiers, les tisserands de bas, etc., ne recevaient pas toujours, en moyenne, la misérable pitance des ouvriers cotonniers, pas même la quantité de carbone et d'azote « suffisant à prévenir la mort d'inanition ».

« En outre », — nous citons textuellement le rapport, — « l'examen de l'état des familles agricoles a démontré que plus du cinquième d'entre elles est réduit à une quantité moins que suffisante d'aliments carboniques, et plus du tiers à une quantité moins que suffisante d'aliments azotés; que dans les comtés de Berks, d'Oxford et de Somerset, l'insuffisance des aliments azotés est, en moyenne, le régime local. Il ne faut pas oublier, — ajoute le rapport officiel, — que la privation de nourriture n'est supportée qu'avec répugnance, et, qu'en règle générale, le manque de nourriture suffisante n'arrive jamais que précédé



« de bien d'autres privations. La propreté  
« même est regardée eomme une chose très  
« chère et difficile, et, quand le respect de soi-  
« même s'efforce de l'entretenir, chaque effort  
« de la sorte est nécessairement payé par un sur-  
« croît des tortures de la faim. Ce sont des ré-  
« flexions d'autant plus douloureuses, qu'il ne  
« s'agit pas ici de la misère méritée par la pares-  
« se, mais, dans tous les eas, de la détresse d'une  
« population travailleuse. En fait, le travail qui  
« n'assure qu'une si maigre pitanee est, pour le  
« plus grand nombre, excessivement prolongé ».

Le rapport dévoile ce fait étrange et même inattendu : « que de toutes les parties du Royaume-Uni » (c'est-à-dire l'Angleterre, le Pays de Galles, l'Ecosse et l'Irlande) « c'est la population agricole de l'Angleterre », précisément de la partie la plus opulente, « qui est incontestablement la plus mal nourrie », mais que même les plus pauvres laboureurs des comtés de Berks, d'Oxford et de Somerset sont beaucoup mieux nourris que la plupart des ouvriers en chambre de l'Est de Londres.

Telles sont les données officielles publiées par ordre du Parlement, en 1864, dans le millénaire du libre-échange, au moment même où le chancelier de l'Echiquier racontait à la Chambre des Communes « que la condition des ouvriers an-



« glais s'est améliorée, en moyenne, d'une manière si extraordinaire que nous n'en connaissons point d'exemple dans l'histoire d'aucun pays, ni d'aucun âge ». De quel son discordant ces exaltations officielles sont percées par une brève remarque du non moins officiel *Rapport sur l'état de la santé publique* : « La santé publique d'un pays signifie la santé de ses masses, et il est presque impossible que les masses soient bien portantes, si elles ne jouissent pas jusqu'au plus bas de l'échelle sociale, au moins de la plus modeste prospérité ».

Ebloui par le « Progrès de la Nation » (1) le chancelier de l'Échiquier voit danser devant ses yeux les chiffres de ses statistiques. C'est avec un accent de véritable extase qu'il s'écrie : « De 1842 à 1852, le revenu imposable du pays s'est accru de 6 0/0; dans les huit années de 1853 à 1861, il s'est accru de 20 0/0; c'est un fait si étonnant qu'il est presque incroyable !... Cette envante augmentation de richesses et de puissance — ajoute M. Gladstone — est exclusivement restreinte à ceux qui possèdent. »

Si vous voulez savoir à quelles conditions de santé perdue, de morale flétrie et de ruine intel-

---

(1) C'est un chapitre spécial du Livre bleu de chaque année.



lectuelle, cette *enivrante augmentation de richesses et de puissance, exclusivement restreinte, aux classes qui possèdent*, a été et est produite par les classes laborieuses, examinez la peinture qui est faite des ateliers de tailleurs, d'imprimeurs et de modistes, dans le dernier *Rapport sur l'état de la santé publique* ? Comparez le *Rapport de la commission pour examiner le travail des enfants*, où il est constaté, par exemple, que « la classe des potiers, hommes et femmes, présente une population très dégénérée, tant sous le rapport physique que sous le rapport intellectuel » ; que « les enfants infirmes deviennent ensuite des parents infirmes » ; que « la dégénération de la race en est une conséquence absolue » ; que « la dégénération de la population du comté de Stafford serait beaucoup plus avancée, n'était le recrutement continu des pays adjacents et les mariages mixtes avec des races plus robustes ». Jetez un coup d'œil sur le Livre bleu de M. Tremeneere : *Griefs et plaintes des journaliers boulangers*. Et qui n'a pas frissonné en lisant ce paradoxe des inspecteurs des fabriques, certifié par le *Registrar General*, d'après lequel la santé des ouvriers du comté de Lancaster s'est améliorée considérablement, quoiqu'ils soient réduits à la plus misérable nourriture, parce que le manque de coton les



a chassés des fabriques cotonnières; que la mortalité des enfants a diminué, parce qu'enfin il est permis aux mères de leur donner, au lieu du cordial de Godfrey, leurs propres mamelles.

Mais retournez encore une fois la médaille ! Le *Tableau de l'impôt des revenus et des propriétés*, présenté à la Chambre des Communes le 20 juillet 1864, nous apprend que du 5 avril 1852 au 5 avril 1853, treize personnes ont grossi les rangs de ces heureux de la terre dont les revenus annuels sont évalués par le collecteur des impôts à 50.000 livres sterling (1.250.000 fr.) et plus, car leur nombre est monté, dans une seule année, de 67 à 80. (1) Le même Tableau dévoile le fait curieux que 3.000 personnes à peu près partagent entre elles un revenu annuel d'environ 25.000.000 de livres sterling (750.000.000 francs), plus que la somme totale distribuée annuellement entre tous les laboureurs de l'Angleterre et du Pays de Galles. Ouvrez le registre du cens de 1861, et vous trouverez que le nombre des propriétaires terriens en Angleterre et dans le Pays de Galles s'est réduit de 16.934 en 1851 à 15.066 en 1861; qu'ainsi la concentration de la propriété territoriale s'est

---

(1) Le marquis de Westminster a un revenu annuel de 800.000 livres (20.000.000 de francs).



accrue en dix années de 11 %. Si la concentration de la propriété foncière dans la main d'un petit nombre suit toujours le même progrès, la question territoriale deviendra singulièrement simplifiée, comme elle était dans l'empire romain quand Néron grinça des dents (1) à la nouvelle que la moitié de la province d'Afrique était possédée par six chevaliers.

Nous nous sommes appesantis sur ces « faits si étonnants qu'ils sont presque incroyables », parce que l'Angleterre est à la tête de l'Europe commerciale et industrielle. Rappelez-vous qu'il y a quelques mois à peine, un des fils réfugiés de Louis-Philippe félicitait publiquement le travailleur agricole anglais de la supériorité de son sort sur celui, moins prospère, de ses camarades de l'autre côté de la Manche. En vérité, si nous tenons compte de la différence des circonstances locales, nous voyons les faits anglais se reproduire sur une plus petite échelle, dans tous les pays industriels et progressifs du continent. Depuis 1848,

---

(1) Le mot *grind* veut dire non seulement grincer des dents, mais indique encore la férocité du sourire. Néron, en tuant ces sangsues gorgées d'or, éprouva une joie féroce, car il trouva ainsi le moyen de remplir les coffres de l'Etat, qui se vidaient à mesure que la propriété foncière se concentrait. (N. du trad.).



un développement inouï de l'industrie et une expansion inimaginable des exportations et des importations a eu lieu dans ces pays. Partout « l'augmentation de richesse et de puissance exclusivement restreinte aux classes qui possèdent » a été réellement « enivrante ». Partout, comme en Angleterre, une petite minorité de la classe ouvrière a obtenu réellement une petite augmentation de salaire; mais, dans la plupart des cas, la hausse monétaire des salaires ne dénotait pas plus l'accroissement du bien-être des salariés que l'élévation du coût de l'entretien des pensionnaires dans l'hôpital des pauvres ou dans l'asile des orphelins de la métropole, de 7 livres 7 shillings 4 pence en 1852, à 9 livres 15 sh. 8 p. en 1862, ne leur bénéficie et n'augmente leur bien-être. Partout la grande masse des classes laborieuses descendait toujours plus bas, dans la même proportion au moins que celles qui sont au-dessus d'elles montaient plus haut sur l'échelle sociale. Dans tous les pays de l'Europe, — c'est devenu actuellement une vérité incontestable à tout esprit impartial, et déniée par ceux-là seulement dont l'intérêt consiste à promettre aux autres monts et merveilles, — ni le perfectionnement des machines, ni l'application de la science à la production, ni la découverte de nouvelles communications, ni les nouvelles colonies, ni



l'émigration, ni la création de nouveaux débouchés, ni le libre-échange, ni toutes ces choses ensemble ne sont en état de supprimer la misère des classes laborieuses; au contraire, tant que la base fautive d'à-présent existera, chaque nouveau développement de la force productive du travail creusera nécessairement un abîme plus large et plus profond entre les différentes classes et fera ressortir davantage l'antagonisme social.

Durant cette enivrante époque de progrès économique, la mort d'inanition s'est élevée à la hauteur d'une institution sociale dans la métropole britannique. Cette époque est marquée, dans les annales du monde, par les retours accélérés, par l'étendue de plus en plus vaste et par les effets de plus en plus meurtriers de la peste sociale appelée : *la crise commerciale et industrielle*.

Après la défaite des révolutions de 1848, toutes les associations et tous les journaux politiques des classes ouvrières furent écrasés sur le continent par la main brutale de la force; les plus avancés parmi les fils du travail s'enfuirent désespérés de l'autre côté de l'Océan, aux États-Unis, et les rêves éphémères d'affranchissement s'évanouirent devant une époque de fièvre industrielle, de marasme moral et de réaction politique.



Dû en partie à la diplomatie anglaise qui agissait, alors comme maintenant, dans un esprit de fraternelle solidarité avec le cabinet de Saint-Pétersbourg, l'échec de la classe ouvrière continentale répandit bientôt ses effets contagieux de ce côté de la Manche. La défaite de leurs frères du continent, en faisant perdre aux ouvriers anglais toute virilité, toute foi dans leur propre cause, rendait en même temps au seigneur de la terre et au seigneur de l'argent, au propriétaire et au capitaliste, leur confiance quelque peu ébranlée. Ils retirèrent insolemment les concessions déjà annoncées.

La découverte de nouveaux terrains aurifères amena une immense émigration et creusa un vide irréparable dans les rangs du prolétariat de la Grande-Bretagne. D'autres, parmi ses membres les plus actifs jusque-là, furent séduits par l'appât temporaire d'un travail plus abondant et de salaires plus élevés et devinrent ainsi des « noirs politiques ». (1)

En vain essayait-on d'entretenir ou de réformer le mouvement chartiste, tous les efforts échouèrent complètement. Dans la presse, les organes de la classe ouvrière moururent l'un après l'autre.

---

(1) On appelle ainsi en anglais l'homme qui trahit ses principes et est infidèle à sa cause.



tre de l'apathie des masses et, en fait, jamais l'ouvrier anglais n'avait paru accepter si entièrement sa nullité politique.

Done, s'il n'y avait pas eu solidarité d'action entre la classe ouvrière de la Grande-Bretagne et celle du continent, il y avait en tout cas, entre elles, solidarité de défaite.

Cependant cette période écoulée depuis les révolutions de 1848 a eu aussi ses compensations. Nous n'indiquerons ici que deux faits très importants.

Après une lutte de trente années, soutenue avec la plus admirable persévérance, la classe ouvrière anglaise, profitant d'une brouille momentanée entre les maîtres de la terre et les maîtres de l'argent, réussit à enlever le *bill* des dix heures.

Les immenses bienfaits physiques, moraux et intellectuels qui en résultèrent pour les ouvriers des manufactures ont été enregistrés dans les rapports bisannuels des inspecteurs des fabriques et, de tous côtés, on se plaît maintenant à les reconnaître. La plupart des gouvernements continentaux furent obligés d'accepter la loi anglaise dans les manufactures, sous une forme plus ou moins modifiée, et le Parlement anglais est lui-même chaque année forcé d'étendre et d'élargir le cercle de son action.



Mais à côté de son utilité pratique, il y avait dans la loi certains autres caractères bien faits pour en rehausser le merveilleux succès. Par l'organe de ses oracles les plus connus, tels que le docteur Ure, le professeur Senior et autres philosophes de cette trempe, la bourgeoisie avait prédit, et, à sa grande satisfaction, démontré que toute intervention de la loi pour limiter les heures de travail devait sonner le glas de l'industrie anglaise qui, semblable au vampire, ne pouvait vivre que de sang, et du sang des enfants, elle aussi. Jadis, le meurtre d'un enfant était un rite mystérieux de la religion de Moloch, mais on ne le pratiquait qu'en des occasions très solennelles, une fois par an peut-être, et encore Moloch n'avait-il pas de penchant exclusif pour les enfants du pauvre.

Ce qui, dans cette question de la limitation légale des heures de travail, donnait au conflit un véritable caractère d'acharnement et de fureur, c'est que, sans parler des terreurs de l'avarice, la question engagée soulevait de nouveau et décidait même en partie la grande querelle entre la loi aveugle de l'offre et de la demande, qui est toute l'économie politique de la classe bourgeoise, et la production sociale contrôlée et régie par la prévoyance sociale, qui constitue l'économie politique de la classe ouvrière.



Le *bill* des dix heures ne fut donc pas seulement un succès pratique; ce fut aussi le triomphe d'un principe; pour la première fois, au grand jour, l'économie politique de la bourgeoisie avait été battue par l'économie politique de la classe ouvrière.

Mais il était réservé à l'économie politique du Travail de remporter bientôt un triomphe plus complet encore sur l'économie politique du Capital. Nous voulons parler du mouvement coopératif et surtout des manufactures coopératives créées par l'initiative isolée de quelques « bras » entreprenants. La valeur de ces grandes expériences sociales ne saurait être surfaite. Elles ont montré par des faits, non plus par de simples arguments, que la production sur une grande échelle et au niveau des exigences de la science moderne, pouvait se passer d'une classe de patrons employant une classe de bras; elles ont montré qu'il n'était pas nécessaire à la production de la richesse que l'instrument de travail fût monopolisé et servît ainsi d'instrument de domination et d'extorsion contre le travailleur lui-même; elles ont montré que, comme le travail esclave, comme le travail serf, le travail salarié n'était qu'une forme transitoire et inférieure, destinée à disparaître devant le travail associé apportant à sa tâche un bras ferme, un esprit



dispos, un cœur joyeux. En Angleterre, c'est Robert Owen qui jeta les germes du système coopératif; les entreprises des ouvriers, tentées sur le continent, ne furent en fait que la réalisation pratique des théories non découvertes, mais hautement proclamées en 1848.

En même temps, l'expérience de cette période (1848-1864) a prouvé jusqu'à l'évidence que, si excellent qu'il fût en principe, si utile qu'il se montrât dans l'application, le travail coopératif, limité étroitement aux efforts accidentels et particuliers des ouvriers, ne pourra jamais arrêter le développement, en proportion géométrique, du monopole, ni affranchir les masses, ni même alléger un tant soit peu le fardeau de leurs misères. C'est peut-être précisément le motif qui a décidé de grands seigneurs spécieux, des philanthropes bourgeois et même des économistes pointus à accabler tout à coup d'éloges affadissants ce système coopératif qu'ils avaient en vain essayé d'écraser, lorsqu'il venait à peine d'éclorre, ce système coopératif qu'ils représentaient alors d'un ton railleur comme une utopie de rêveur, ou qu'ils anathématisaient comme un sacrilège de socialiste.

Pour affranchir les masses travailleuses, la coopération doit atteindre un développement national et, par conséquent, être soutenue et propagée



par des moyens nationaux. Mais les seigneurs de la terre et les seigneurs du capital se serviront toujours de leurs privilèges politiques pour défendre et perpétuer leurs privilèges économiques. Bien loin de pousser à l'émancipation du travail, ils continueront à y opposer le plus d'obstacles possible. Qu'on se rappelle avec quel dédain lord Palmerston rembarra les défenseurs du bill sur les droits des tenanciers irlandais présenté pendant cette session (1864). « La Chambre des Communes, s'écria-t-il, est une chambre de propriétaires fonciers ! »

La conquête du pouvoir politique est donc devenue le premier devoir de la classe ouvrière. Elle semble l'avoir compris, car en Angleterre, en Allemagne, en Italie, en France, on a vu renaître en même temps ces aspirations communes, et en même temps aussi des efforts ont été faits pour réorganiser politiquement le parti des travailleurs.

Il est un élément de succès que ce parti possède : il a le nombre; mais le nombre ne pèse dans la balance que s'il est uni par l'association et guidé par le savoir. L'expérience du passé nous a appris comment l'oubli de ces liens fraternels qui doivent exister entre les travailleurs des différents pays et les exciter à se soutenir les uns les autres dans toutes leurs luttes pour l'affran-



chissement, sera puni par la défaite commune de leurs entreprises divisées. C'est poussés par cette pensée que les travailleurs de différents pays, réunis en un meeting public à Saint-Martin's Hall le 28 septembre 1864, ont résolu de fonder l'Association Internationale.

Une autre conviction encore a inspiré ce meeting.

Si l'affranchissement des travailleurs demande, pour être assuré, leur concours fraternel, comment peuvent-ils remplir cette grande mission si une politique étrangère, mue par de criminels desseins et mettant en jeu les préjugés nationaux, répand dans des guerres de pirates le sang et l'argent du peuple ? Ce n'est pas la prudence des classes gouvernantes de l'Angleterre, mais bien l'opposition de la classe ouvrière à leur criminelle folie qui a épargné à l'Europe occidentale l'infamie d'une croisade pour le maintien et le développement de l'esclavage de l'autre côté de l'Océan. L'approbation sans pudeur, la sympathie dérisoire ou l'indifférence idiote avec lesquelles les classes supérieures d'Europe ont vu la Russie saisir comme une proie les montagnes-forteresses du Caucase et assassiner l'héroïque Pologne, les empiètements immenses et sans obstacles de cette puissance barbare dont la tête est à Saint-Pétersbourg et dont on retrouve la



main dans tous les cabinets d'Europe, ont appris aux travailleurs qu'il leur fallait se mettre au courant des mystères de la politique internationale, surveiller la conduite diplomatique de leurs gouvernements respectifs, la combattre au besoin par tous les moyens en leur pouvoir, et enfin lorsqu'ils seraient impuissants à rien empêcher, s'entendre pour une protestation commune, et revendiquer les lois de la morale et de la justice, qui doivent gouverner les relations des individus, comme la règle suprême des rapports entre les nations.

Combattre pour une politique étrangère de cette nature, c'est prendre part à la lutte générale pour l'affranchissement des travailleurs.

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !



# APPENDICE

---

## Préambule et Statuts Généraux de la 1<sup>re</sup> Internationale (1864-1866)

---

*Rédigés par Marx en même temps que l'Adresse inaugurale (21-27 octobre 1864), le Préambule et les Statuts de l'Association internationale des Travailleurs furent immédiatement traduits en français pour la propagande. Charles Longuet, en 1866, en donna une version nouvelle, et d'ailleurs plus exacte. Le premier Congrès général (Genève 1866), ayant à établir un texte définitif en trois langues (anglais, français, allemand), adopta, en ce qui concerne les considérants du Préambule, la traduction qui en avait été faite à Paris, fin 1864, bien qu'elle différât quelque peu de l'original anglais. En ce qui concerne le dispositif et les statuts, elle introduisit, dans le libellé, des changements assez considérables.*

*Le texte que nous donnons ci-dessous des considérants du Préambule est le texte parisien de 1864, ratifié par le Congrès de Genève; bien qu'infidèle çà et là, il a pour lui la consécration de l'histoire. Nous avons cru devoir le faire suivre en note d'une traduction rigoureusement exacte du texte anglais tel qu'il est sorti de la plume de Marx.*



*Pour le dispositif et pour les statuts proprement dits, c'est le texte définitif du Congrès de Genève que nous reproduisons, en indiquant en note les points sur lesquels le Congrès de Genève, ou bien a innové, ou bien s'est écarté du texte original.*

---

CONSIDÉRANT :

Que l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes; que les efforts des travailleurs pour conquérir leur émancipation ne doivent pas tendre à constituer de nouveaux privilèges, mais à établir pour tous les mêmes droits et les mêmes devoirs;

Que l'assujettissement du travailleur au capital est la source de toute servitude : politique, morale et matérielle;

Que, pour cette raison, l'émancipation économique des travailleurs est le grand but auquel doit être subordonné tout mouvement politique;

Que tous les efforts faits jusqu'ici ont échoué faute de solidarité entre les ouvriers des diverses professions dans chaque pays, et d'une union fraternelle entre les travailleurs des diverses contrées;

Que l'émancipation des travailleurs n'est pas un problème simplement local ou national, qu'au contraire ce problème intéresse toutes les nations civilisées, sa solution étant nécessairement subordonnée à leurs concours théorique et pratique;

Que le mouvement qui s'accomplit parmi les ou-



vriers des pays les plus industriels de l'Europe, en faisant naître de nouvelles espérances, donne un solennel avertissement de ne pas retomber dans les vieilles erreurs, et conseille de combiner tous les efforts encore isolés; (1)

---

1) L'original anglais des considérants disait exactement :

« Considérant que l'émancipation des travailleurs doit être conquise par les travailleurs eux-mêmes; que la lutte pour l'émancipation des classes ouvrières n'est pas une lutte pour des privilèges et des monopoles de classe, mais pour des droits et des devoirs égaux et pour l'abolition de toute domination de classe;

« Que l'assujettissement économique du travailleur aux détenteurs (*monopolizer*) des moyens de travail, c'est-à-dire des sources de la vie, est la base de la servitude sous toutes ses formes, de toute misère sociale, dégradation intellectuelle et dépendance politique;

« Que l'émancipation économique des classes ouvrières est, par conséquent, le grand but auquel tout mouvement politique doit être subordonné comme un moyen;

« Que tous les efforts tendant à ce grand but ont jusqu'ici échoué par manque de solidarité entre les multiples branches (*divisions*) du travail dans chaque pays, et par l'absence d'un lien fraternel d'union entre les classes ouvrières des différents pays;

« Que l'émancipation du travail n'est ni un problème local, ni un problème national, mais un problème social, embrassant tous les pays dans lesquels existe la société moderne et dépendant, en ce qui concerne sa solution, du concours, pratique et théorique, des pays les plus avancés;

« Que le présent réveil des classes ouvrières dans les pays les plus industriels de l'Europe, tandis qu'il suscite une nouvelle espérance, donne un solennel avertissement de ne pas retomber dans les vieilles erreurs et convie à une combinaison immédiate des mouvements encore dispersés. »



PAR CES RAISONS :

Le Congrès de l'Association internationale des travailleurs, tenu à Genève le 3 septembre 1866, déclare que cette association, ainsi que toutes les sociétés ou individus y adhérant, reconnaîtront comme devant être la base de leur conduite envers tous les hommes : la *Vérité*, la *Justice*, la *Morale*, sans distinction de couleur, de croyance ou de nationalité.

Le Congrès considère comme un devoir de réclamer non seulement pour les membres de l'Association les droits d'homme et de citoyen, mais encore pour quiconque accomplit ses devoirs. *Pas de devoirs sans droits, pas de droits sans devoirs.*

C'est dans cet esprit que le Congrès a adopté définitivement les suivants statuts de l'Association Internationale des Travailleurs.

ARTICLE PREMIER. — Une association est établie pour procurer un point central de communication et de coopération entre les ouvriers (1) des différents pays aspirant au même but, savoir : le concours mutuel (2), le progrès et le complet affranchissement de la classe ouvrière.

ART. 2. — Le nom de cette association sera *Association Internationale des Travailleurs*.

---

(1) Original anglais : « entre les sociétés ouvrières ».

(2) Original anglais : « la défense (*protection*) ».



ART. 3 (1).— Le Conseil général se composera d'ouvriers représentant les différentes nations faisant partie de l'Association internationale. Il prendra dans son sein, selon les besoins de l'Association, les membres du bureau, tels que président, secrétaire général, trésorier et secrétaires particuliers (2) pour différents pays.

Tous les ans (3), le Congrès réuni indiquera le siège du Conseil central, nommera ses membres, et choisira le lieu de la prochaine réunion. A l'époque fixé par le Congrès et sans qu'il soit nécessaire d'une convocation spéciale, les délégués se réuniront de plein droit aux lieux et jour désignés. En cas d'impossibilité, le Conseil central pourra changer le lieu du Congrès, sans en changer toutefois la date.

ART. 4. — A chaque Congrès annuel, le Conseil général fera un rapport public des travaux de l'an-

---

(1) Dans les statuts provisoires, l'article 3 portait qu'un Congrès général des sociétés ouvrières affiliées aurait lieu en 1865, en Belgique. « Ce Congrès devra faire connaître à l'Europe les communes aspirations des classes ouvrières, arrêter les statuts définitifs de l'Association internationale, examiner les moyens requis pour assurer le succès de son travail et élire le Conseil général. Le Congrès se réunira une fois l'an ». (Le Congrès de 1865 n'eut pas lieu, il fut remplacé par une conférence tenue à Londres).

(2) Original anglais : « secrétaires correspondants ».

(3) Paragraphe ajouté par le Congrès de Genève. On remarquera qu'il donne par deux fois au Conseil général le nom de Conseil central, — en quoi il ne fait que suivre plus exactement le texte anglais (*Central Council*).



née (1). En cas d'urgence, il pourra convoquer le Congrès avant le terme fixé.

ART. 5. — Le Conseil général établira des relations avec les différentes associations ouvrières, de telle sorte que les ouvriers de chaque pays soient constamment au courant des mouvements de leur classe dans les autres pays; qu'une enquête sur l'état social soit faite simultanément et dans un même esprit (2); que les questions proposées par une société, et dont la discussion est d'un intérêt général, soient examinées par toutes et que, lorsqu'une idée pratique ou une difficulté internationale réclamerait l'action de l'Association, celle-ci puisse agir d'une manière uniforme (3). Lorsque cela lui semblera nécessaire, le Conseil général prendra l'initiative des propositions à soumettre aux sociétés locales ou nationales.

Il publiera (4) un bulletin pour faciliter ses communications avec les Sections.

---

(1) Entre cette phrase et la suivante, le texte anglais intercale celle-ci : « Le Conseil général (*Central Council*), nommé chaque année par le Congrès, aura le droit de s'adjoindre de nouveaux membres ». Ce droit du Conseil général de s'adjoindre un certain nombre de membres lui fut spécifiquement reconnu en 1867, par le Congrès de Lausanne.

(2) Au lieu de : *dans un même esprit*, le texte anglais porte : *sous une commune direction*.

(3) Le texte anglais, à partir de : *et lorsqu'une idée pratique*, est légèrement différent : « et que, lorsqu'une démarche pratique immédiate devient nécessaire, comme, par exemple, en cas de conflits (*quarrels*) internationaux, l'action des sociétés associées soit simultanée et uniforme ».

(4) Alinéa ajouté par le Congrès de Genève.



ART. 6. — Puisque le succès du mouvement ouvrier ne peut être assuré dans chaque pays que par la force résultant de l'union et de l'association; que, d'autre part, l'utilité du Conseil général dépend de ses rapports avec les sociétés ouvrières, soit nationale devront faire tous leurs efforts, chacun dans son pays, pour réunir en une association nationale les diverses sociétés ouvrières existantes (1).

Il est bien entendu, toutefois, que l'application de cet article est subordonnée aux lois particulières qui régissent chaque nation. Mais, sauf les obstacles légaux, aucune société locale n'est dispensée de correspondre directement avec le Conseil général à Londres (2).

ART. 7. — Chaque membre de l'Association internationale, en changeant de pays, recevra l'appui fra-

---

(1) Toute la seconde partie de ce paragraphe est imparfaitement rendue. L'original anglais disait : « Et comme d'autre part, l'utilité du Conseil général doit grandement dépendre de la circonstance qu'il aura à traiter avec peu de centres nationaux d'associations ouvrières, ou avec un grand nombre de petites sociétés locales isolées, les membres de l'Association internationale devront faire tous leurs efforts pour grouper les sociétés ouvrières isolées dans des corps (*bodies*) nationaux, représentés par des Comités (*organs*) centraux nationaux ».

(2) Entre l'article 6 et l'article 7 nouveaux, figurait dans le texte primitif anglais, un article disant que, jusqu'à la réunion du premier Congrès, le Comité élu le 28 septembre 1864, agirait comme Conseil général provisoire, essaierait de réunir les différentes associations ouvrières nationales, grouperait les membres du Royaume-Uni, prendrait les mesures préparatoires à la convocation du Congrès général et discuterait avec les sociétés nationales et locales, les principales questions à poser devant ce Congrès.



ternel des membres de l'Association. Par cet appui (1), il a droit :

a) Aux renseignements relatifs à sa profession dans la localité où il se rend;

b) Au crédit, dans les conditions déterminées par le règlement de sa Section, et sous la garantie de cette même Section.

ART. 8. — Quiconque adopte et défend les principes de l'Association peut en être reçu membre; mais cela, toutefois, sous la responsabilité de la Section qui le recevra.

ART. 9. — Chaque Section est souveraine pour nommer ses correspondants au Conseil central.

ART. 10. — Quoique unies par un lien fraternel de solidarité et de coopération, les sociétés ouvrières n'en continueront pas moins d'exister sur les bases qui leur sont particulières.

ART. 11. — Tout ce qui n'est pas prévu par les statuts sera déterminé par les règlements, révisibles à chaque Congrès (2).

---

(1) Ce qui suit a été ajouté par le Congrès de Genève. Il en est de même des articles 8, 9 et 11.

(2) Les statuts provisoires portaient les signatures de Odger, président, Wheeler, trésorier, et Cremer, secrétaire général.



# Librairie de "L'HUMANITÉ"

142, Rue Montmartre, 142 -- PARIS

---

La LIBRAIRIE DU PARTI SOCIALISTE et de "l'Humanité" se charge de la fourniture de tous les volumes; elle procure aux mêmes conditions que les éditeurs, les ouvrages de Littérature ancienne et moderne, Sciences, Arts, Philosophie, Sociologie, Socialisme, Économie Politique, Classiques scolaires, Ouvrages de Vulgarisation et d'Utilité pratique, Ouvrages pour la jeunesse, Ouvrages étrangers, Musique, Revues et Publications périodiques.

---

Expédition franco de port à partir de 20 francs, au-dessous  
:: de cette somme, ajoutez 10 % au prix des volumes ::

---

## SERVICE SPÉCIAL DE RELIURE

PRIX RÉDUITS -- CHOIX IMPORTANT

---

CONDITIONS SPÉCIALES  
POUR GROUPES & ORGANISATIONS

---

.....  
Adresser toute la correspondance concernant la librairie, à  
Henri SUCHET, Librairie de "l'Humanité", 142, rue Mont-  
martre (Chèque Postal Paris 25-517).



# LITTÉRATURE

---

# COMMUNISTE

---

A. GLEBOV. — <i>Les Syndicats russes et la Révolution.</i> (Préface de Boris Souvarine).....	0 50
M. GORKI. — <i>Wladimir Iliitch Lénine</i> .....	» 60
KERTJENZEV. — <i>Les Alliés et la Russie</i> .....	3. »
ALEXANDRA KOLLONTAÏ. — <i>La Famille et l'Etat communiste</i> .....	0.40
LÉNINE. — <i>La Maladie Infantile du Communisme</i> .	4 »
LÉNINE. — <i>La Révolution prolétarienne</i> .....	4 »
LÉNINE. — <i>Les Bolcheviks et les Paysans</i> .....	0 40
S.-J. RUTGERS. — <i>En Russie Soviétiste</i> .....	0 75
TROTSKY. — <i>Terrorisme et Communisme</i> .....	7 »
TROTSKY. — <i>Les Soviets et l'Impérialisme mondial.</i>	0 60
TROTSKY. — <i>La Commune de Paris et la Russie des Soviets</i> .....	» 50
TROTSKY. — <i>L'Avènement du Bolchevisme</i> .....	4 »
CLARA ZETKIN. — <i>Les Batailles Révolutionnaires de l'Allemagne</i> .....	0.75
*** — <i>Le Programme du Parti Communiste russe (bolchevik)</i> .....	0.60
*** — <i>Hommage à la République des Soviets, par H. Barbusse, etc</i> .....	1.25
*** — <i>Le Monde capitaliste et l'Internationale communiste</i> (Manifeste du 2° Congrès).....	0.75
*** <i>Voyage en Russie rouge</i> (album de 64 vues de la République des Soviets).....	4 »
*** <i>La Commune de Paris</i> (actes et documents, épisodes de la Semaine Sanglante, Préface de ZINOVIEV).....	5 »

En Vente à la Librairie de l'Humanité  
142, Rue Montmartre



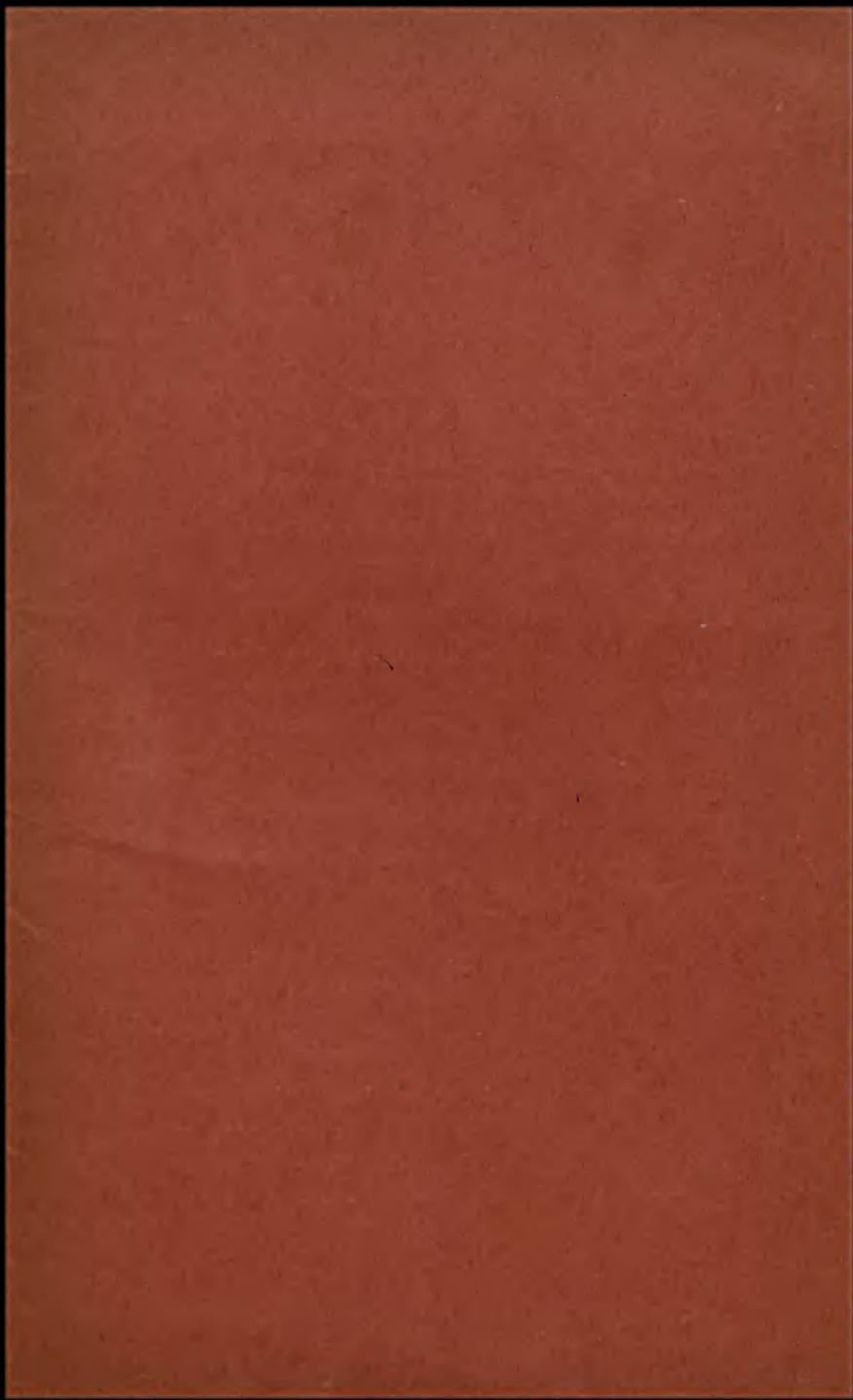
*La Cootypographie*  
(Société Ouvrière d'Imprimerie)

COURBEVOIE



40001





# DERNIÈRES PUBLICATIONS

de la Librairie de "l'Humanité"

F. CHALLAYE. — Le Mouvement ouvrier au Japon ... ..	2.50
P. GABRIEL, avocat. — La Loi d'Amnistie mise à la portée de tous ... ..	1.25
JEAN JAURÈS. — Bonaparte (avec une page autographe et un portrait de Jaurès) ...	1.25
G. LANSBURY. — Ce que j'ai vu en Russie ...	4.50
A. MORIZET. — Le Plan 17 ... ..	4. »
P. PASCAL. — En Russie Rouge ... ..	2. »
A. RANSOME. — Six semaines en Russie Rouge... ..	4. »
ROMAIN ROLLAND. — Les Précurseurs ... ..	4.50
H.-G. WELLS. — Cette Misère des Souliers..	» 30
MAXIME GORKI. — Vladimir Ilitch Lénine..	» 60
L. TROTSKI. — La Commune de Paris et la Russie des Soviets. ... ..	» 50

## TROIS DISCOURS PRONONCÉS AU CONGRÈS DE TOURS (1920) :

1. M. CACHIN. — Pour la Russie ... ..	» 50
2. L.-O. FROSSARD. — Pour la III <sup>e</sup> Internationale... ..	» 75
3. P. VAILLANT-COUTURIER. — Pour le Communisme ... ..	» 50

42285 LA LITHOGRAPHIE, 104, RUE DE MITS, BOULOGNE, TEL. 243

